



HAL
open science

Damas : chronique d'une pénurie annoncée

Fabrice Balanche

► **To cite this version:**

Fabrice Balanche. Damas : chronique d'une pénurie annoncée. Confluences Méditerranée , 2006, 58, pp.10. halshs-00117481

HAL Id: halshs-00117481

<https://shs.hal.science/halshs-00117481>

Submitted on 1 Dec 2006

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Fabrice Balanche

Géographe, chercheur à l'Institut Français du Proche-Orient, Beyrouth

Damas : chronique d'une pénurie annoncée

La croissance démographique et économique de l'agglomération de Damas provoque une pénurie de l'alimentation en eau qui oblige la capitale syrienne à rechercher de nouvelles ressources de plus en plus éloignées. Le transfert massif d'eau depuis la région côtière vers Damas paraît être la seule solution pour assurer l'approvisionnement de l'agglomération dans les prochaines décennies. Car l'Etat syrien ne semble pas avoir la volonté politique de réformer le système de gestion du réseau de distribution et de la tarification, deux facteurs qui contribuent largement à la pénurie actuelle.

L'agglomération de Damas compte 3,5 millions d'habitants (recensement de 2004)¹, la ville centre (1,5 millions) est entourée par une vaste banlieue de 2 millions d'habitants qui s'accroît rapidement. La croissance démographique en Syrie s'est certes ralentie (2,5% par an depuis 2000 contre 3% par an au début des années 1990) mais l'agglomération de Damas conserve un taux de croissance démographique supérieur à la moyenne : 3% par an (soit un doublement de la population en vingt cinq ans). Cette croissance devrait ralentir dans les prochaines années mais dans un quart de siècle, soit en 2030, l'agglomération de Damas devrait tout de même approcher les 5 millions d'habitants (tableau 1).

La relative libéralisation économique que connaît la Syrie depuis une quinzaine d'années et la réduction des efforts de l'Etat en matière d'aménagement du territoire conduisent à un retour des écarts socio-économiques entre la capitale et les périphéries. Les migrations intérieures, principalement vers la capitale, se sont accélérées puisque Damas concentre plus de la moitié des investissements privés du pays. La consommation d'eau augmente donc fortement à Damas alors que les ressources sont constantes. Ces dernières années les coupures quotidiennes se sont multipliées à Damas, quant à certaines banlieues elles ne disposent que de quelques heures d'eau par semaine. Or tant du point de vue de la gestion des ressources et de la distribution aucune réforme n'est en cours. Les responsables politiques et administratifs se réfugient derrière un ambitieux projet de transfert d'eau depuis la région côtière et l'Euphrate, censé résoudre les problèmes d'alimentation en eau de la capitale jusqu'en 2040 (tableau 2).

¹ Recensement Général de Population, Bureau central des Statistiques, Damas, 2005.

Tableau 1 : La population de Damas (en millions d'habitants)

	1995	2000	2005	2010*	2020*	2030*	2040*
Mohafaza-s de Damas ville et campagne	3,0	3,5	3,8	4,0	4,7	5,2	5,6
Ville de Damas	1,3	1,45	1,55	1,6	1,7	1,8	1,8
Banlieue de Damas	1,5	1,75	2	2,2	2,7	3,1	3,4
Agglomération de Damas	2,8	3,2	3,55	3,8	4,4	4,9	5,2

Sources : projection démographique Youssef Courbage – Fabrice Balanche

Tableau 2 : La production et les besoins en eau de l'agglomération de Damas (1995 – 2040)

	1995	2000	2005	2010	2020	2030	2040
Production locale	270	290	300	303	303	303	303
Besoin de l'agglomération	240	310	390	470	626	804	1005
Déficit de l'agglomération		20	90	167	323	501	702
Transfert potentiel				1260	927	856	741
% de satisfaction des besoins sans transfert régional	112	94	77	64	48	38	30
% de satisfaction des besoins avec transfert régional				333	196	144	104

Source : Rapport annuel de la société des eaux de Fijeh 2004

Damas : une ville en milieu semi-aride alimentée par la pluie de l'Anti-Liban

Damas se trouve sur la façade orientale de l'Anti-Liban, dans une zone semi-aride où la moyenne des précipitations annuelles n'est que de 150 mm par an. La campagne verdoyante (La Ghouta) dans laquelle se trouve Damas est le produit des eaux de pluie qui s'abattent sur l'anti-Liban. Les infiltrations d'eau de pluie dans le relief karstique de l'Anti-Liban donnent naissance à la source Fijeh, captée depuis des siècles pour l'alimentation en eau potable de la ville, et la rivière Barada qui irrigue la Ghouta. La Ghouta de Damas est un oasis formé par une rivière endoréique et des puits qui profitent d'une nappe phréatique située à une faible profondeur. Les chroniques médiévales² racontent que la profusion de l'eau était telle que les croisés lourdement chargés par leurs armures s'embourbèrent dans ces jardins lorsqu'ils voulurent assiéger la ville. Le Barada était en eau toute l'année, la fonte des neiges et les pluies abondantes du printemps le faisaient sortir régulièrement de son lit, il traversait la Ghouta et allait se perdre dans la steppe donnant naissance à une vaste sebkra³. Aujourd'hui la situation est bien différente, le Barada n'est plus guère en eau qu'au printemps, le reste de l'année c'est un égout nauséabond, partiellement enterrée dans sa traversée de Damas. La Ghouta régresse du fait de

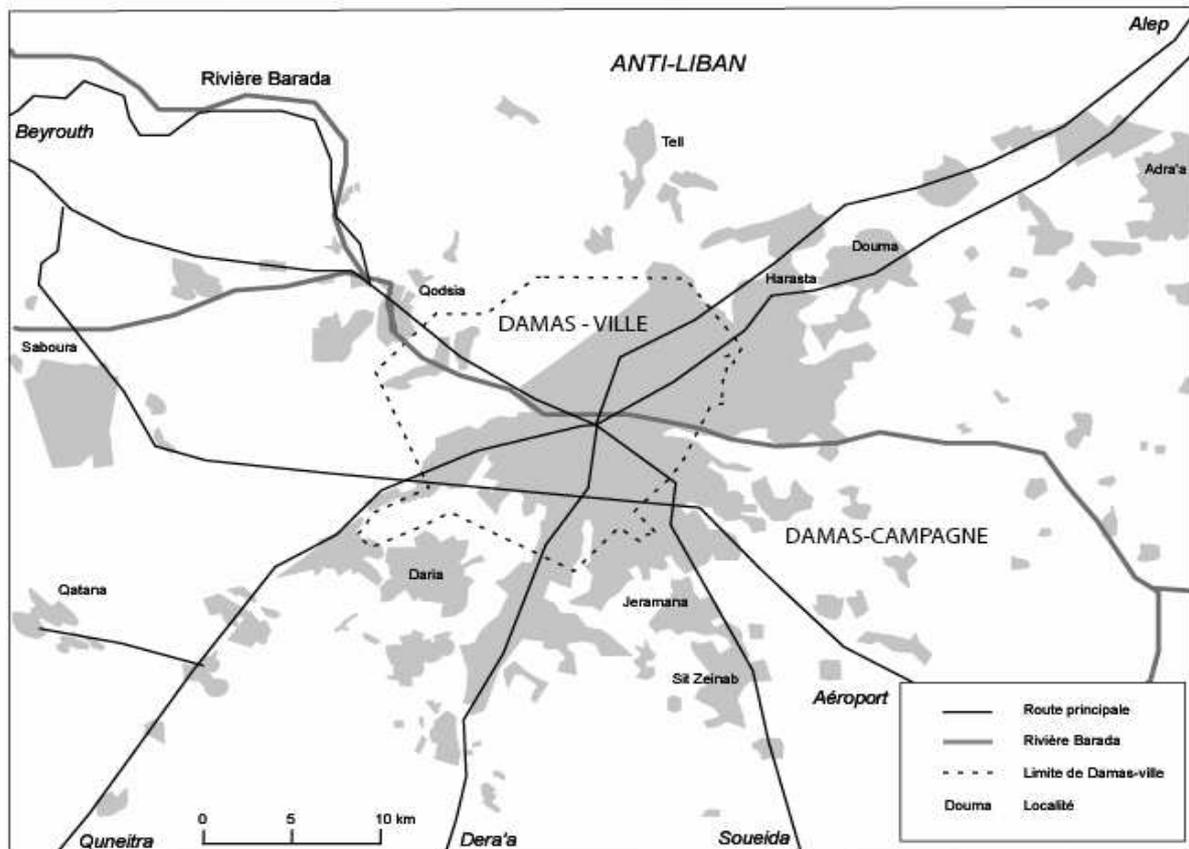
² Amin Ma'alouf : *Les croisades vues par les arabes*, Paris, 1990.

³ Une sebkra est un lac salé temporaire

l'urbanisation mais aussi dans sa périphérie par manque d'eau : les canaux d'irrigation sont vides, les puits artésiens apportent une eau trop riches en sels minéraux pour l'agriculture. Les peupliers et noyers de la Ghouta sont coupés avant qu'ils ne sèchent. Les cultures arbustives, en particuliers ses célèbres abricotiers, cèdent la place à la céréaliculture. Le nouveau réseau d'irrigation construit par l'Etat est boycotté par les agriculteurs car il ne leur apporte que des eaux usées. La station d'épuration chargée de traiter les eaux usées de Damas fonctionne mal et c'est donc une eau à peine retraitée qui est offerte aux maraîchers de la Ghouta. La qualité des légumes s'en ressent et les consommateurs préfèrent acheter ceux qui proviennent de la région côtière au détriment des jardins de la Ghouta. Ces dernières années des cas de choléra ont rendu les damascènes méfiants à l'égard des productions de la Ghouta.

Grâce à la source Fijeh, la ville de Damas est relativement à l'abri de la pénurie d'eau. Néanmoins depuis une dizaine d'année la société des eaux de Damas a creusé des puits dans Damas pour alimenter la capitale en période d'étiage : de juillet à décembre. En été et en automne les puits fournissent la moitié de l'eau consommée à Damas. A partir de décembre les pluies alimentent de nouveau la source Fijeh et celle du Barada, qui est également mise à contribution depuis une dizaine d'année, et la société des eaux peut interrompre les pompages dans le sous-sol de Damas. En revanche la banlieue de Damas, c'est-à-dire tout ce qui se trouve en dehors des limites de la municipalité de Damas, a recours toute l'année à l'eau des puits car elle ne bénéficie pas des sources de Fijeh et du Barada. Le réseau de la municipalité de Damas et celui de la banlieue n'est pas connecté. La ville de Damas conserve jalousement le bénéfice des deux sources (Fijeh et Barada) alors qu'elles se trouvent sur le territoire du mohafaza (province) de Damas – campagne dont dépend la banlieue de Damas. La municipalité de Damas et le mohafaza de Damas – ville forment une même entité territoriale et administrative en rivalité permanente avec les administrations du mohafaza de Damas-campagne (figure 1).

Figure 1 : L'agglomération de Damas



Fabrice Balanche, IFPO - Beyrouth, 2005

Damas-ville et Damas campagne : abondance contre pénurie

En 1970, le régime Ba'athiste décida de séparer la ville de Damas de son vaste mohafaza, en créant deux mohafaza-s : Damas – ville et Damas – campagne. Le territoire de Damas – ville se réduit à la municipalité de Damas (150 km²), et constitue une enclave administrative au sein du territoire de Damas-campagne qui le cerne complètement. Officiellement il s'agissait d'une mesure de rationalisation administrative : Damas – ville possédait des problèmes spécifiques différents de ceux de la campagne. Les deux territoires avaient donc chacun besoin d'une structure administrative particulière. En réalité la division en deux du mohafaza de Damas permet au régime de favoriser la montée d'une bourgeoisie bureaucratique venue des campagnes damascènes plus favorable au régime que celle de la ville de Damas. Pour son développement la ville de Damas est donc tributaire de l'administration de Damas-campagne, administration concurrente qui fait payer aux citoyens des siècles de mépris à l'égard des ruraux pour le plus grand profit du régime d'Hafez El Assad (1970 – 2000) et depuis 2000 de son fils Bachar El Assad, qui sert ainsi d'arbitre. Mais logique politique qui a présidé à la division en deux de l'ancien mohafaza de Damas est une aberration quant à la gestion de l'agglomération de Damas, et en particulier des services urbains.

L'eau de Fijeh et du Barada est réservée à la ville de Damas. La banlieue s'approvisionne en eau grâce à des puits et des sources éloignées, ainsi l'eau de l'Hermon alimente-t-elle depuis trois ans la banlieue occidentale de Damas. La nappe phréatique dans laquelle puise la banlieue de Damas est de médiocre qualité : sel, sable, soufre. Dans de nombreuses localités elle est impropre à la consommation. Les habitants ont donc recours à des camions citernes qui vendent une eau « certifiée » potable puisée dans des sources ou des puits privés. Des magasins vendent des bidons d'eau potable (1\$ les 20 litres) moins onéreux que les bouteilles d'eau minérales. La pénurie d'eau potable dans la banlieue de Damas, alors qu'elle coule à flot dans les robinets de la ville de Damas, donne lieu à un commerce lucratif : des commerçants remplissent des bidons dans leur appartement de Damas ville et la revendent à Damas campagne 200 fois le prix facturé par la société des eaux de Fijeh (la société publique qui gère l'alimentation en eau de Damas-ville). Beaucoup d'employés travaillant à Damas-ville et résidant en banlieue adopte la même pratique pour leur usage personnel : ils remplissent un bidon de 5 ou 10 litres d'eau du robinet qu'ils emporte le soir chez eux. Cela leur permet d'économiser par mois quelques centaines de livres syriennes. La faiblesse des salaires en Syrie ne permet guère à la majorité de la population de supporter une dépense supplémentaire.

Les villages situés sur les bassins de Fijeh et de Barada n'ont pas le droit de creuser des puits dans la nappe phréatique. Ils doivent se contenter de quelques sources et de réservoirs qui se remplissent avec les eaux de pluie en hiver. Certains villages sont ravitaillés par camion citerne par « la société des eaux de Fijeh » pour éviter qu'ils ne fassent des puits clandestins, mais ce ne sont que quelques dizaines de litres par famille. Cette situation exacerbe les tensions entre les municipalités de Damas campagne et la Société de eaux de Fijeh et par conséquent Damas-ville. De plus en plus de puits clandestins sont creusés, en particuliers par les riches propriétaires des villas qui prolifèrent dans l'arrière pays de Damas. Les riches habitants du plateau de Saboura (au nord-est de Damas sur les premiers contreforts de l'Anti-Liban), la nouvelle cité jardin de Damas, ont des puits qui alimentent leur piscine et irriguent leurs vergers d'agrément. La société des eaux de Fijeh ne parvient pas à contrôler toute la zone sur laquelle elle a compétence. Par ailleurs les pressions et la corruption ont raison des contrôleurs les plus zélés.

Les prélèvements dans les nappes phréatiques augmentent en amont et réduisent l'eau disponible en aval, c'est-à-dire à Damas. Par ailleurs tant que les municipalités de Damas campagne ne peuvent officiellement bénéficier des eaux des sources de Fijeh et de Barada, elles ne font guère d'effort pour développer les réseaux d'égout et l'assainissement. Les eaux usées s'infiltrant dans la nappe phréatique ou sont rejetées dans la rivière Barada qui, depuis la vallée de

Zabadani, où elle prend sa source, sert d'égout à ciel ouvert aux différentes localités qu'elle traverse.

La gestion publique : le tonneau des Danaïdes

La gestion de l'eau en Syrie est confiée à des sociétés publiques au fonctionnement très bureaucratique et dépendantes de l'Etat pour leur budget. L'eau est vendue 10 LS le m³ aux particuliers et 20 LS le m³ au secteur privé. Les établissements dépendants du secteur public (école, administration, industries publiques, bases militaires ...) bénéficient d'un tarif préférentiel, mais ils paient rarement leurs factures. En fait le prix de l'eau en Syrie est dérisoire comparé aux pays voisins (Liban et Syrie) et même par rapport au niveau de vie de la population, si bas peut-il être, ce qui n'incite pas à économiser l'eau. Le recouvrement des factures d'eau est pourtant problématique, qui plus est dans les quartiers illégaux où les compteurs d'eau sont cassés et les branchements sauvages généralisés. En 1995, la société JICA (bureau d'étude japonais) estimait que les branchements illégaux prélevaient 35% de l'eau du réseau de Damas-campagne⁴. La société des eaux fait peu d'effort pour faire payer les abonnés. Les pressions sur les agents de la société sont multiples, malgré la faiblesse des sommes, de plus le recouvrement total des factures ne permettrait pas à la société des eaux d'atteindre l'équilibre financier. Comme tout organisme public en Syrie, la société des eaux de Damas est financée par l'Etat pour son fonctionnement comme pour ses investissements. Sa marge de manœuvre est limitée et le personnel, si compétant puisse-t-il être, déresponsabilisé par son fonctionnement bureaucratique et hiérarchisé.

La pénurie d'eau dans la banlieue, le recours massif aux puits dans la ville de Damas, la diminution du niveau de la nappe phréatique dans la Ghouta et les pressions exercées par les industriels sur la société des eaux ont fait prendre conscience aux responsables politiques que l'agglomération de Damas allait manquer d'eau. Les études réalisées par la société japonaise JICA dans les années 1990 et complétées par divers bureaux d'études sollicités par le gouvernement syrien ont abouti à la conclusion qu'il fallait rationaliser la distribution et procéder à un transfert d'eau massif des régions excédentaires vers Damas car les ressources locales ne permettraient plus dans les prochaines décennies de répondre à la croissance de la demande. Une modification de la tarification a également été évoquée mais le régime craint trop les conséquences politiques d'une telle mesure pour s'y résoudre, tout comme la privatisation de la distribution. Le gouvernement compte donc sur des transferts d'eau depuis les montagnes côtière bien arrosées et l'Euphrate pour résoudre le problème de l'alimentation de la capitale. Cependant aucun chantier n'a encore été ouvert. La

⁴ JAPAN INTERNATIONAL COOPERATION AGENCY : « The study on water resources development in the northwestern and central basins in the syrian arab republic », décembre 1996, T 45.

Syrie a bénéficiée depuis 2000 de quatre années pluvieuses qui ont permis de repousser le problème mais l'hiver 2005-2006 a été plus sec et il semble que le Proche-Orient entame un cycle de quelques années de sécheresse si nous nous référons aux séries pluviométriques établis depuis le début du vingtième siècle (3 ou 4 années pluvieuses succèdent en général à 3 ou 4 années sèches). L'entrée de la Syrie dans un cycle de sécheresse et la pénurie d'eau qui l'accompagnera dans la capitale devraient accélérer la réalisation des projets de transfert.

Le transfert d'eau apparaît comme la solution la plus simple pour le régime car elle lui permet de faire l'économie d'une modernisation et d'une rationalisation de la gestion de l'eau (officieusement les pertes du réseau varient entre 30 et 50%, les jointures des tuyaux sont en plomb...) qui passera nécessairement par sa privatisation au profit d'une société étrangère. Ce qui dans la situation politique actuelle de la Syrie est difficilement imaginable. Cependant le prix d'un mètre cube d'eau transporté de la montagne côtière vers Damas est estimé à 100 LS (2\$), sans compter l'amortissement des infrastructures, il faudra donc augmenter le prix de l'eau car la Syrie n'a pas les ressources financières de l'Arabie Saoudite ou de la Libye pour assurer une eau quasi-gratuite à sa population. Transférer de l'eau depuis la région côtière ou depuis l'Euphrate vers Damas ne pose pas de problèmes techniques, si ce n'est que la Syrie devra faire appel, là encore à une technologie étrangère coûteuse.

Conclusion : alimenter Damas depuis la côte comporte des risques politiques

Le transfert d'eau de l'Euphrate vers Damas ne paraît guère sérieux du point de vue de la distance (600 km) et de la dépendance que cela occasionnerait vis-à-vis de la Turquie qui contrôle l'amont du fleuve. En revanche, la solution du transfert depuis la région côtière paraît plus réaliste sur le plan de la distance (300 km) et de l'indépendance politique. Sur le plan intérieur il n'est pas sûr que cette solution soit bien acceptée par la population de la région côtière dont l'agriculture irriguée est grosse consommatrice d'eau. Par ailleurs la région côtière est le fief de la communauté alaouite⁵, dont est issu le président Bachar El Assad et la caste militaire qui l'entoure, il faudra donc que le Président syrien soutienne fasse de ce projet une priorité politique et qu'il offre des compensations financières à la communauté alaouite. La population de la région côtière n'est pas aussi soumise que celle des villages de l'Anti-Liban à qui l'on peut interdire de creuser des puits pour ménager les sources de Damas.

⁵ La communauté alaouite (10% de la population syrienne) est une branche du chi'isme. Elle occupait traditionnellement la montagne côtière, le Djebel Ansaryeh, qui se trouve au nord-ouest du pays. Avec la prise du pouvoir par le parti Ba'ath en 1963 puis Hafez El Assad en 1970, de nombreux alaouites ont obtenu des responsabilités au sein du nouveau régime, au point que la communauté est accusée de contrôler l'Etat syrien. Par le jeu du clientélisme la région côtière bénéficie de la sollicitude du pouvoir syrien puisque ce dernier s'appuie sur les Alaouites pour contrôler le pays. BALANCHE Fabrice, *Les Alaouites, l'espace et le pouvoir dans la région côtière syrienne*, Thèse de géographie, Université de Tours, 2000.

Ainsi en période d'étiage, dans la plaine de Jableh, région d'origine des principaux dignitaires du régime, les agriculteurs n'hésitent pas à briser les canalisations qui amènent l'eau à Lattaquié lorsque les orangers manquent d'eau sans que la police ne réagisse. A l'échelle de la Syrie on peut imaginer le même phénomène en cas de problèmes entre Damas la sunnite et le régime alaouite.

L'eau est déjà un objet de conflits entre la Syrie et ses voisins (le plateau du Golan, de l'Euphrate et de l'Oronte), elle sera rapidement un objet de querelle interne entre Damas et les principales villes du pays (Alep, Homs et Hama), qui ne sont pas dans une meilleure situation que Damas sur le plan de l'alimentation, et des périphéries mieux pourvues. Le coût économique des transferts régionaux aura un coût social mais également politique car il placera les centres économiques du pays dans la dépendance de la région alaouite pour son alimentation en eau.

Bibliographie

BALANCHE Fabrice : « Damas la tentaculaire », *Villes et territoires du Moyen-Orient*, Beyrouth, avril 2006. <http://www.ifporient.org/OU/VTMO>

BALANCHE Fabrice : « Damas et le désert syrien », *Al Bank Wa Al Mustathmer* (La Banque et l'investissement), Beyrouth, (en arabe) septembre 2005. <http://www.bwmonline.com/bwm/>

BALANCHE Fabrice : « Refondation urbaine : Damas dans le sillage du Caire », *Urbanisme*, juillet-août 2005.

BALANCHE Fabrice, 2000, *Les Alaouites, l'espace et le pouvoir dans la région côtière syrienne*, Thèse de géographie, Université de Tours, 2000.

BIANQUIS Anne-Marie, "Le problème de l'eau à Damas et dans sa Ghouta", *Revue de géographie de Lyon*, 1977/1, pp. 35-53.

BIANQUIS Anne-Marie, *Damas, miroir brisé d'un Orient arabe* Collection AUTREMENT, ouvrage collectif, Paris 1993.

JAPAN INTERNATIONAL COOPERATION AGENCY, 1996, *The study on water resources development in the northwestern and central basins in the syrian arab republic*, Damas, 400 p.

MUTIN Georges, 2000, *L'eau dans le monde arabe*, Paris, Ellipses, 156 p.

MUTIN Georges, 2001, *Géopolitique du monde arabe*, Paris, Ellipses, 158 p.

SOCIETE DES EAUX DE FIJEH, *Rapport annuel de la société des eaux de Fijeh 2004* (en arabe), Damas, 2004.